

Parti Communiste Français

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

Électrices, Électeurs,

Depuis bientôt neuf ans, en s'appuyant sur une constitution antidémocratique qui a permis l'exercice du pouvoir personnel, et sur une loi électorale injuste qui a permis l'élection, en 1958 et 1962 (avec 36 % seulement des suffrages), d'une majorité docile et dépersonnalisée, le Général de Gaulle a imposé au pays la politique voulue par la grande bourgeoisie française pour son intérêt exclusif de plus en plus opposé à celui de la Nation et de la population.

ROGER COMBRISSON

Chef de district à la S.N.C.F.
Ancien déporté politique
Maire de Corbeil-Essonnes
Conseiller général

TITULAIRE

Le bilan de la politique gaulliste

Jamais l'économie de notre pays n'a été tant dominée par les grandes banques d'affaires et les Sociétés monopolistes qui pillent la richesse nationale et font obstacle à tout véritable progrès économique et social en orientant les investissements dans les secteurs à rentabilité capitaliste immédiate. Le Ve Plan

se définit lui-même comme une « étude de marché » au service d'un groupe de milliardaires.

Simultanément la démocratie est étouffée, le peuple est tenu à distance, l'appareil d'Etat tout entier est à la disposition des forces dominantes, les citoyens se voient contester de plus en plus tout droit d'intervenir dans la vie publique.

Les Assemblées élues (Assemblée nationale devenue chambre d'enregistrement, Conseils généraux et municipaux) sont petit à petit dessaisies de leurs pouvoirs. Les libertés fondamentales sont ainsi mises en éches

Les travailleurs manuels et intellectuels n'ont jamais été tant frustrés du fruit de la richesse qu'ils produisent.

Depuis 1957, la production industrielle a augmenté de 60 % et chaque ouvrier produit aujourd'hui en 40 heures autant qu'il produisait en 60 heures de 1957.

Cependant la journée de travail en France reste la plus longue d'Europe et le V° Plan maintient un niveau voulu de sous-emploi en prévoyant 600.000 chômeurs en 1970.

4 millions de salariés perçoivent moins de 600 F par mois.

Le pouvoir d'achat des salaires se détériore avec l'intervention de plus en plus pesante de facteurs tels que l'augmentation constante de tous les impôts et des loyers.

Le secteur du petit commerce est gravement menacé par la concentration et par l'extension de la T.V.A.

La crise du logement s'aggrave de jour en jour alors qu'on construit en plus grande proportion des logements financièrement inaccessibles à ceux qui en ont le plus besoin, notamment aux jeunes ménages.

L'Education Nationale n'est pas adaptée aux nouveaux besoins de la Nation, aux techniques modernes. Elle tourne le dos à la nécessaire formation humaniste et complète des enfants d'aujourd'hui qui seront les hommes de 40 ans de l'an 2000.

Les dépenses militaires et la force de frappe engloutissent 25 % du budget total de l'Etat.

Par ses votes à l'Assemblée nationale, le député sortant A. CACHAT a approuvé toute cette politique **rétrograde.**



GASTON GRINBAUM

Maire de Vigneux-sur-Seine Remplaçant éventuel

Le changement de politique est nécessaire et possible Pour cela, que proposons-nous?

 L'abolition du pouvoir personnel et son remplacement par une démocratie authentique, novatrice et efficace, capable de promouvoir la souveraineté du peuple pour pratiquer une politique d'expansion économique, de progrès social et de paix, conforme à l'intérêt national confondu à celui de la population.

NOUS FONDONS LA DÉMOCRATIE POLITIQUE

- sur une Assemblée nationale élue au scrutin proportionnel, légiférant et contrôlant le Gouvernement; — sur un Gouvernement responsable devant l'Assemblée, appliquant le programme voulu par la majorité du peuple et activement soutenu par elle, dans l'entente des partis démocratiques sur la base d'un programme commun, meilleure garantie de la stabilité;
- enfin sur l'extension des libertés communales et départementales, le respect des libertés publiques, la libre activité des partis et des syndicats, un statut démocratique de l'O.R.T.F.

NOUS FONDONS LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE

- sur la nationalisation des secteurs monopolisés de la production et des grandes banques d'affaires avec la participation effective des représentants des travailleurs (syndicats) à la gestion;
- sur le remplacement du Ve Plan par un plan d'expansion économique discuté démocratiquement qui garantisse le plein emploi et le développement des secteurs prioritaires de l'économie et de la vie sociale;
- sur une profonde réforme fiscale qui allège le poids des impôts payés par la masse des travailleurs, mais qui frappe bien davantage les grandes Sociétés actuellement exonérées.
 - Ainsi, de premières et importantes mesures pourraient être prises, telles que :
- l'augmentation générale des salaires, retraites et pensions;
- l'amélioration sensible des prestations sociales et familiales;
- la diminution du temps de travail;
- le relèvement à 5.000 F de l'abattement à la base pour le calcul de l'impôt;
- l'attribution de 25 % du budget de l'Etat à l'Education Nationale et la réforme démocratique de l'Enseignement dans le respect de la laïcité;
- la construction de 600.000 logements par an, dont 300.000 H.L.M. et la limitation du montant des
- l'accroissement considérable des crédits nécessaires à la Santé Publique, à l'équipement culturel et sportif;
- la reconversion de la force de frappe.

Par ailleurs, convaincus que le véritable avenir de notre pays ne peut se concevoir sans les communistes et que les profonds changements, aujourd'hui nécessaires, requièrent leur participation active avec toute la part de responsabilité correspondant à leur influence réelle, nous pensons que notre politique nationale doit s'élaborer dans un contexte international qui exige :

— la fin de l'agression américaine au Vietnam;

— la coopération entre tous les peuples, la suppression de tous les blocs militaires, l'établissement de la coexistence pacifique et le désarmement.

Ce programme général faciliterait largement la solution des problèmes particuliers à notre Circonscription et au nouveau département de l'Essonne, tant pour ce qui concerne la vie démocratique du futur département, que ses difficultés financières naissantes et son équipement, conformément au programme de circonscription que nous avons publié par ailleurs.

Votre circonscription a besoin d'un député EFFICACE

Roger COMBRISSON VOTEZ ET FAITES VOTER

MAIRE DE CORBEIL-ESSONNES CONSEILLER GÉNÉRAL

Remplaçant éventuel : GASTON GRINBAUM Maire de Vigneux-sur-Seine VU, LES CANDIDATS.